

COMITÉ DES MINISTRES DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES
DU COMMONWEALTH SUR L'AFRIQUE AUSTRALE

Première réunion à Lusaka, 1-2 février 1988

Membres du Comité

Le très hon. Joe Clark (Canada) - président; l'hon. Bill Hayden (Australie); l'hon. Rashleigh E. Jackson (Guyana); l'hon. K. Natwar Singh (Inde); l'hon. major général Ike Nwachukwu (Nigéria); l'hon. Benjamin Mkapa (Tanzanie); l'hon. Luke J. Mwananshiku (Zambie); l'hon. Nathan Shamuyarira (Zimbabwe).

DÉCLARATION DE CLÔTURE

Le Comité a consacré sa première réunion à un examen initial des principaux volets du mandat que lui ont confié les chefs de gouvernement du Commonwealth aux termes de la Déclaration de l'Okanagan et du Programme d'action.

Le Comité a reconnu d'emblée que sa tâche était de caractère continu et que certains aspects de ses travaux seraient de nature non publique.

Le Comité est notamment arrivé aux conclusions suivantes à Lusaka :

(i) Sanctions

En vue d'élargir, de resserrer et d'intensifier les sanctions économiques et autres à l'encontre de l'Afrique du Sud, le Comité a engagé un examen de l'application des sanctions, y compris leur évaluation permanente, une évaluation de leurs répercussions et une identification des efforts visant à les contrer. Il tiendra compte, à cette fin, de considérations d'ordre économique et politique et d'autres considérations pertinentes.

Le Comité a également convenu du mandat de l'étude spécialisée que les chefs de gouvernement du Commonwealth, réunis à Vancouver, ont décidé de faire mener sur les relations de l'Afrique du Sud avec le système financier international dans le but d'explorer les possibilités d'une action efficace à l'encontre de ce pays dans ce domaine. L'Australie continuera de jouer un rôle directeur dans la préparation de cette étude. Dans ce contexte, le Comité a lancé un appel d'urgence aux banques internationales concernées afin qu'elles ne participent pas à des activités